

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLACOPLATRE

368, rue de Meaux
93410 Vaujours

Références : E25 - 3048
Code AIOT : 0006506641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 octobre 2025 de la carrière de gypse à ciel ouvert exploitée par la société PLACOPLATRE sur les communes de Coubron (93470) et de Vaujours (93410). L'inspection a été annoncée le 13 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE
- Carrière de Guisy - 93410 Vaujours
- Code AIOT : 0006506641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 14 octobre 2025 de la carrière de gypse à ciel ouvert exploitée par la société PLACOPLATRE sur les communes de Coubron (93470) et de Vaujours (93410), les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

La société PLACOPLATRE est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2023 - 1297 du 23 mai 2023 à exploiter une carrière de gypse à ciel ouvert sur le territoire des communes de Vaujours et de Coubron.

Le tribunal administratif de Montreuil a suspendu cette autorisation par décision du 25 juillet 2024. Pour régulariser la situation, la société PLACOPLATRE a engagé des études complémentaires sur le volet radiologique, les émissions des gaz à effet de serres, et sur la protection des chiroptères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
2	Sécurité vis-à-vis des tiers	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
3	Sécurité vis-à-vis des tiers	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
4	Suivi environnemental du site	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
5	Assainissement du site	Lettre du 24/09/2024	Sans objet
6	Traitement des terres amiantées	Lettre du 24/09/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société PLACOPLATRE a suspendu ses activités d'extraction et de remblayage dans la carrière de Guisy suite à la décision du Tribunal administratif de Montreuil et met en œuvre les dispositions de mises en sécurité figurant dans la lettre préfectorale du 24 septembre 2024.

La société PLACOPLATRE devra préciser, dans un délai maximum de un mois, les suites données aux recommandations du rapport du 15 mai 2025 de BG-WSP, référencé 200030.26-RN012, sur l'inspection des cavages de la fosse d'Aiguisy.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024
Thème(s) : Situation administrative, Suspension du tribunal administratif de Montreuil
Prescription contrôlée : Dans la lettre du 24 septembre 2024, le Préfet de Seine-Saint-Denis prend note de la cessation des travaux de terrassement et d'extraction en cours à la suite de la suspension de l'arrêté préfectoral ordonnée par la juridiction.
Constats : L'exploitant confirme l'arrêt des chantiers en juillet 2024, suite à la décision de justice du 25 juillet 2024.

Il n'a pas été constaté de travaux d'excavation ou de terrassement. Aucun engin de chantier n'était présent sur site.

L'exploitant n'intervient dans la carrière que dans le cadre de sa mise en sécurité, la surveillance environnementale et les études visant à répondre aux demandes du Tribunal Administratif de Montreuil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécurité vis-à-vis des tiers

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024

Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des conditions de sécurité vis-à-vis des tiers

Prescription contrôlée :

Les mesures consistent à pouvoir poursuivre les actions nécessaires au contrôle des accès au site, à savoir :

- interventions des équipes de surveillance,
- maintenance des accès et des clôtures du site ainsi que des installations électriques et caméras de surveillance, chemins de rondes, etc.

Constats :

L'emprise des clôtures a été modifiée afin de séparer le périmètre de l'autorisation de la carrière, située dans le département de la Seine-Saint-Denis, du site du Fort de Vaujours, situé dans le département de Seine-et-Marne.

Le réseau de vidéosurveillance a également évolué autour du Fort de Vaujours.

Une intervention est prévue pour évacuer l'ancienne clôture ainsi que les câbles vidéo des caméras, qui ont été déposés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité vis-à-vis des tiers

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024

Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des conditions de sécurité vis-vis des tiers

Prescription contrôlée :

Suivis et inspections géotechniques (cavages, conditions de stabilité des talus de la fosse d'Aiguisy, etc). Interventions de mise sécurité d'urgence si elles s'avéraient nécessaires, en lien avec vos services.

Constats :

La société PLACOPLATRE a présenté le rapport du 15 mai 2025 du géotechnicien WSP - BG relatif à l'inspection du 13 décembre 2024 des talus des remblais de la fosse d'Aiguisy.

Le rapport conclut que l'inspection n'a pas mis en évidence d'instabilité de grande ampleur et d'évolution rapide sur les versants remblayés de la fosse. Il recommande de poursuivre les surveillances périodiques du talus tous les 6 mois par un géotechnicien, et de compléter en parallèle par des relevés topographiques de précision au drone afin de mettre en évidence les zones de glissements par comparaison des images, et l'éventuelle apparition d'un glissement de plus grande ampleur. Le rapport préconise également des dispositions techniques (risbermes entre pied de talus et front de gypse,...) à mettre en œuvre dans le cadre de travaux d'excavation en pied de remblais. L'exploitant précise qu'il fera intervenir un géotechnicien avant toute reprise de travaux afin d'établir les travaux préliminaires nécessaires à une exploitation en toute sécurité.

Un inclinomètre est suivi en continu pour surveiller l'évolution du glissement actuellement protégé par une bâche.

L'exploitant a également présenté le rapport du 15 mai 2025 de l'inspection des cavages nord, réalisée le 13 décembre 2024. Ce rapport recommande l'abattage des toits et piliers n°1 et n°2 trop dégradés et propose un programme de sécurisation au delà de la galerie n°2 dans les zones qui ne seront pas totalement remblayées et qui accueilleront les gîtes à chiroptères et des visites piétonnes. La visite d'inspection de décembre 2024 a été effectuée après les premiers travaux de remblaiement et des chutes de blocs observées lors de ses travaux. Il n'a pas été noté de dégradation importante et structurelle de l'état général des cavages, seulement des chutes ponctuelles liées à l'altération normale des galeries dans le temps. Le rapport indique que les travaux de remblaiement avec des engins peuvent être poursuivis recommande d'interdire la circulation piétonne dans les secteurs où il n'y a pas encore eu de purge complète du haut des parements et de la voûte dans les galeries les plus hautes, et en particulier sous les carrefours fissurés et non boulonnées, et de réaliser des travaux de sécurisation (travaux de purges, confortement par ancrages, modification du phasage de remblayage : d'abord remblayer sur 3- 4 m dans toutes les galeries puis de réaliser une purge de la partie haute des parements et des toits rendus accessibles).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société PLACOPLATRE devra préciser, dans un délai maximum de 1 mois, les suites données aux recommandations du rapport du 15 mai 2025 de BG-WSP, référencé 200030.26-RN012, sur l'inspection des cavages de la fosse d'Aiguisy.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi environnemental du site

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024

Thème(s) : Risques chroniques, Maintien de la surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

Démarré en 2013, le maintien du suivi environnemental inclut les interventions de différents prestataires pour le suivi de la qualité de l'air, de l'eau, le suivi écologique, etc. Il comprend

également les mesures de maintenance sur les installations en place (balises atmosphériques par exemple).

Constats :

La société PLACOPLATRE a maintenu la surveillance environnementale avec un suivi de la qualité de l'air et de la qualité des eaux souterraines et des eaux du bassin de fond de fouille.

La surveillance de l'air a porté sur le contrôle des concentrations en uranium et en poussières :

- **Contrôle radiologique**

La campagne de mesures effectuées lors des premiers trimestres de 2025 sur les 4 balises environnementales de type Berthold, installées en limite de propriété, aux 4 points cardinaux, ne montre pas d'anomalie, en dehors d'élévations ponctuelles en radon ; la dose efficace engagée estimée pour chaque point cardinal est inférieure à l'objectif de dose annuelle maximale de 100 μ Sv.

La campagne de mesures effectuées lors des deux premiers trimestres de 2025 sur les 3 balises atmosphériques installées dans les communes proches de Villeparisis, Vaujours et Courtry, n'a pas révélé d'anomalie. Ces résultats sont comparés aux données du Réseau National de Mesures de la Radioactivité dans l'Environnement pour la région parisienne (Saclay). Les activités volumiques calculées sont représentatives des données de la région parisienne.

- **Mesures des poussières**

Une campagne de mesures de poussières inhalables sur les 4 balises environnementales Berthold susmentionnées a été menée en janvier pendant la démolition de 2 bâtiments situés sur Courtry, en dehors du périmètre de la carrière, au niveau du Fort. Les valeurs mesurées sont très faibles et toutes inférieures aux valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) pour les poussières inhalables et alvéolaires, fixées respectivement par le Code du Travail (art. R.4222-10) à 10 et 5 mg/m^3 sur 8h de travail.

Des mesures de retombées de poussières ont également été réalisées au cours des deux premiers trimestres 2025, mettant en évidence un niveau d'empoussièrément faible.

- **Surveillance de la qualité des eaux**

L'exploitant a également assuré la surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe de l'Eocène, de la nappe du Brie, et des eaux en fond de fouille au cours du 1^{er} semestre 2025, sur le plan radiologique et physico-chimique. Cette surveillance n'a pas mis en évidence d'impact du site sur la qualité des eaux souterraines et en fond de fouille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Assainissement du site

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Maintien des conditions d'assainissement du site
Prescription contrôlée : Maintien des conditions d'assainissement du site avec entretien des ouvrages ou du matériel (fossé, bassins, pompes) et opérations de pompage.
Constats : Des travaux de curage ont été réalisés en novembre 2024, ainsi qu'en septembre 2025 sur le bassin de fond de fouille. L'exploitant intervient régulièrement pour l'entretien des pompes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement des terres amiantées

Référence réglementaire : Lettre du 24/09/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets
Prescription contrôlée : Finalisation du retrait des déchets et fermeture du chantier de dépollution de A3 Est (retrait amiante dans les terres)
Constats : La société BIOGENIE GROUPE ORTEC est intervenue les 30 avril, 05 et 06 mai 2025, pour l'évacuation des deux tas de matériaux de déblais impactés en Antimoine, issus du chantier de pollution des terres amiantées, vers le centre de traitement de la société ENVIROTERRE à Charny (77410). L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite